

Numéro 24 - 17 juin 2017

In Memoriam
Charles Boylan



18 mars 1943 - 17 juin 2017

C'est avec un profond chagrin que le Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste) vous informe que notre camarade Charles Boylan s'est éteint paisiblement un peu avant 23 heures ce 17 juin. Charles est décédé avec à ses côtés sa compagne bien-aimée Donna. Ses enfants et ses proches camarades et amis étaient avec lui toute la journée.

Charles a passé ses derniers jours au Cottage Hospice de Vancouver Est, près de la maison où il a grandi. Le centre surplombe le port où Charles a consacré une bonne partie de sa vie à humaniser l'environnement social et naturel et à faire du Canada une zone de paix.

Avec un profond amour social et une immense affection, nous transmettons nos condoléances à Donna, ses enfants Brendan, Edina et Thomas, son frère John, à toute la grande famille Boylan, à tous les camarades en Colombie-Britannique et partout au Canada et à ses très nombreux collègues et amis à qui il manquera énormément.

Notre Charles a vécu la vie pleinement, dans toutes les conditions et circonstances. Il a continué jusqu'à la fin de communiquer directement avec littéralement des centaines de personnes avec qui il a vécu, travaillé et partagé bonheurs et malheurs, à cimenter l'unité du peuple autour d'un projet d'édification nationale moderne. Il a consacré sa vie entière à l'émancipation de la classe ouvrière, à l'abolition de l'injustice coloniale et à faire du Canada une zone de paix.

Charles a donné son corps à l'Université de la Colombie-Britannique pour contribuer à l'enseignement. Une cérémonie privée de crémation aura lieu le moment voulu. Le Parti organisera une Célébration de la vie à Vancouver en septembre. Un livre de condoléances en ligne sera affiché à www.cpcml.ca/charles pour tous ceux et celles qui désirent partager leur peine et leurs expériences.

Charles a rendu le Parti fier. Notre perte est très grande. Il nous manquera réellement.

Comité central

Parti communiste du Canada (marxiste-léniniste)

Au Parlement

- **L'ordre du jour antisocial et antinational du gouvernement Trudeau**
- **Projet de loi C-44, Loi No 1 d'exécution du budget de 2017**
- **Projet de loi C-22, Loi constituant le Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement**
- **Projet de loi C-23, Loi sur le précontrôle 2016**

Le gouvernement donne des centaines de millions aux barons du bois d'oeuvre

- **Non aux subsides d'État pour payer les riches - K.C. Adams**
- **Des subsides pour les compagnies forestières**
- **La dispute commerciale avec les barons du bois aux États-Unis**

Résultat de l'élection générale en Grande-Bretagne

- **Les élections et la situation qu'elles ont créée**
- **Le peuple dit Non! à May et la crise du système politique s'approfondit - *Workers' Weekly***
- **Négocier avec le DUP: une autre bétise des conservateurs**
- **Le voeu pieux du retour au bipartisme et à la stabilité qu'il apporte prétendument**
- **Qui gouverne la Grande-Bretagne?**
- **La question irlandaise**

47e Assemblée générale de l'Organisation des États Américains

- **Les pays d'Amérique latine et des Caraïbes se préparent à contrer les**

Au Parlement

L'ordre du jour antisocial et antinational du gouvernement Trudeau



Depuis qu'il a pris le pouvoir en novembre 2015, le gouvernement Trudeau a adopté 30 lois. La direction qu'il a établie est antisociale et antinationale et s'accompagne d'un effort pour cacher ce fait et pour priver le peuple de toute capacité de rendre le gouvernement redevable de ses actions.

Mis à part l'orientation guerrière de la politique militaire et étrangère du gouvernement, que celui-ci décrète sa prérogative, parmi les plus notables des lois qu'il a adoptées il y a : des changements au Régime de pensions du Canada sans répondre aux inquiétudes des Canadiens concernant la perspective d'une retraite en sécurité ; une loi d'exécution du budget de 2016 pour payer les riches ; une loi qui met en oeuvre l'Accord économique et commercial global (AÉCG) entre le Canada et l'Union européenne, un accord de destruction nationale, et un accord de libre-échange avec l'Ukraine ; des changements à la *Loi sur la Citoyenneté* qui ne soutiennent pas les droits de citoyenneté sur une base moderne ; des changements au *Code canadien du travail* qui ne protègent pas les travailleurs qui sont attaqués en ce moment et n'habilitent pas les syndicats à défendre les travailleurs mais abrogent des restrictions probablement anticonstitutionnelles de l'ère Harper à la syndicalisation, et une loi qui retire l'obligation d'Air Canada de faire le travail d'entretien au Canada plutôt qu'à l'étranger.



Le gouvernement cherche maintenant à faire adopter à toute vapeur certaines lois avant l'ajournement pour l'été. Il a prolongé les heures de séance du Parlement jusqu'à minuit pour les jours de séance qu'il reste à la Chambre des communes jusqu'à l'ajournement du 23 juin. La Chambre ne reprendra ses travaux qu'à la mi-septembre. Les médias répandent beaucoup de rumeurs provenant supposément d'«initiés» du Parti libéral à l'effet que Trudeau va modifier son Cabinet et proroger (suspendre) le Parlement après l'été afin de « repartir à zéro » et « présenter un nouvel ordre du jour et donner le sentiment d'avoir un but en vue de l'élection [d'octobre 2019] ».

Qu'ils parlent de « repartir à zéro » montre bien le mépris des conspirateurs libéraux et de toute l'élite dominante, y compris les médias, pour les normes reçues d'honnêteté et de moralité et surtout leur mépris pour les préoccupations des Canadiens et des peuples du monde.

Le programme néolibéral *Changer ensemble* du Parti libéral du Canada à l'élection fédérale de 2015 comprenait des promesses qui ont été présentées comme progressistes et favorables aux Canadiens, mais l'offensive antisociale et antinationale est telle que le plus grand problème qui se pose au gouvernement libéral aujourd'hui est de faire avaler aux Canadiens l'image narcissique que le gouvernement a de lui-même. Tout est fait pour détourner l'attention de la direction dangereuse dans laquelle les libéraux de Justin Trudeau mènent le Canada. Les autres partis du système de partis cartellisés participent à cet exercice partant chacun de leurs propres positions intéressées. Ce sont donc la classe ouvrière et le peuple qui doivent donner à la société un but et un projet d'édification nationale.

Les libéraux avaient promis de mettre en oeuvre des réformes pour changer le système uninominal majoritaire à un tour pour faire en sorte que « chaque vote compte ». N'ayant pas été capables de vendre ce qu'eux appelaient des réformes, ils essaient maintenant d'amener les partis politiques à coopérer avec les « agences du renseignement » et à lutter contre l'« ingérence étrangère » et les « cyber-menaces au processus démocratique canadien ». L'hypocrisie de cette réforme électorale se voit dans le fait que le gouvernement fait de plus en plus intervenir des agences du renseignement dans le processus électoral et embauche des consultants étrangers payés pour mener des campagnes — tout cela au nom de la « défense de la démocratie ».

Justin Trudeau avait aussi promis pendant les élections que son gouvernement allait mettre fin à la mission de combat en Irak et en Syrie. La promesse a plutôt fait place à une expansion de la mission au Moyen-Orient et en Ukraine, à un nouveau déploiement militaire permanent en Lettonie et à une intensification des préparatifs de guerre et des dépenses militaires de l'OTAN.



Les promesses d'établir des relations de nation à nation avec les peuples autochtones ont donné lieu à des déclarations du Cabinet qu'il va « décoloniser » la *Loi sur les Indiens* et d'autres lois alors qu'aucune réparation substantielle n'a été accordée pour les crimes commis dans le passé et qui sont commis aujourd'hui contre les peuples autochtones.

Les promesses de faire des investissements nécessaires dans les infrastructures ont fait place à la création de la « Banque de l'infrastructure » dont la mission première est de privatiser les infrastructures et de garantir les rendements privés sur les grands projets.

Sur ces questions, et sur l'effort pour désarticuler l'opposition à la Loi C-51, aux pouvoirs de la police secrète et à la militarisation par le biais de « consultations » menées par des firmes-conseil américaines, tout est fait pour priver les Canadiens d'une conception du monde qui leur permette de bâtir les mouvements pouvant tenir les gouvernements redevables de leurs actions. Les rumeurs à propos de « repartir à zéro » et la préoccupation des libéraux pour leur image contribuent à cet objectif. Pendant ce temps, les libéraux continuent de mettre en application leur ordre du jour antisocial et antinational par le biais du Parlement et du pouvoir exécutif.

LML présente de l'information dans les articles ci-dessous sur les projets de loi que le gouvernement veut faire adopter en priorité avant l'ajournement du Parlement pour l'été.



Projet de loi C-44, Loi No 1 d'exécution du budget de 2017

Le projet de loi C-44 est un projet de loi omnibus de 300 pages qui modifie une trentaine de lois et en crée au moins quatre autres, toutes censées faire partie de l'exécution du budget fédéral 2017-2018. Puisque toutes les mesures qu'il contient portent sur l'exécution du budget, il n'y a que le Comité permanent des finances de la Chambre des communes qui l'a examiné jusqu'à maintenant. Il est présentement débattu au Comité sénatorial permanent des finances nationales. Un des principaux éléments de ce projet de loi est qu'il crée une « banque de l'infrastructure » dont la mission est de faire la promotion de partenariats public-privé dans les infrastructures et d'assurer des retombées importantes pour les investisseurs.

Entre autres, le projet de loi C-44 apporte plusieurs modifications aux crédits d'impôt (il abolit notamment le crédit d'impôt pour le transport en commun) et aux taux de taxation de l'alcool et des produits du tabac ; il modifie la *Loi sur les mesures spéciales d'importation*, la *Loi sur la Société d'assurance-dépôt du Canada*, la *Loi sur les banques*, la *Loi sur les Services partagés Canada* et la *Loi fédérale sur l'aide financière aux étudiants*, toutes à titre d'exécution des mesures contenues dans le budget fédéral 2017-2018.

Les mesures de destruction nationale enfouies dans le projet de loi omnibus se constatent dans les amendements à la *Loi sur Investissement Canada*, qui portent à un milliard de dollars le seuil à partir duquel certains investissements étrangers peuvent faire l'objet d'un examen du gouvernement.



Par son volume et par l'absence de débat public ou parlementaire, bon nombre des mesures qu'il contient restent sans explication. Par exemple, il modifie le *Code canadien du travail* afin notamment de « transférer au Conseil canadien des relations industrielles les attributions des agents d'appel » sur les questions de santé et sécurité et en matière de recouvrement des salaires et autres indemnités et il touche aux congés parentaux, aux heures de travail normatives, aux salaires et aux congés et vacances. La *loi sur le Programme de protection des salariés* est modifiée afin de « transférer au Conseil canadien des relations industrielles les attributions conférées aux arbitres par cette loi ».

Le Conseil canadien des relations industrielles a juridiction sur près d'un million de travailleurs dans les secteurs de réglementation fédérale. Cet aspect du projet de loi C-44 est présenté comme favorable aux travailleurs et comme faisant suite à la promesse de « moderniser » le Code du travail pour « renforcer et moderniser les dispositions relatives à la conformité et à l'application de la loi » ; « accorder aux employés sous réglementation fédérale le droit de demander des modalités de travail plus flexibles » ; « limiter le recours à des stages non rémunérés dans les secteurs sous réglementation fédérale ». Or, le projet de loi ne fait aucune référence spécifique à ces choses et se contente de transférer l'autorité et d'accorder certains pouvoirs ministériels, ce qui amène à se poser des questions sur les intentions réelles du gouvernement avec tout cela.

D'autres mesures qui semblent relatives aux annonces budgétaires comprennent le prolongement de la période de versement des prestations parentales à un taux réduit et plusieurs modifications à la *Loi sur les mesures de réinsertion d'indemnisation des militaires et vétérans des Forces canadiennes*. Plusieurs modifications sont également faites à la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* concernant les pouvoirs ministériels ; à la *Loi sur les aliments et drogues* pour « autoriser le ministre de la Santé à fixer le prix à payer relativement à une drogue, un instrument médical, un aliment ou un cosmétique ».

Le projet de loi édicte la *Loi sur la Banque de l'infrastructure du Canada* qui constitue la Banque de l'infrastructure du Canada en société d'État pour faire des investissements et attirer l'investissement privé dans des projets privés « d'infrastructures qui généreront des recettes » notamment dans les systèmes de traitement des eaux usées, le transport public, les routes et les services publics d'électricité. La Banque de l'infrastructure était une proposition du Conseil consultatif en matière de croissance économique du ministre des Finances Bill Morneau pour permettre aux directeurs des grandes firmes d'investissement et de conseil de décider de l'orientation de la politique économique du Canada dans leur propre intérêt. Ses recommandations sont reprises par le ministre des Finances Bill Morneau, lui-même fondateur de Morneau Shepell, une des plus grandes firmes canadiennes de gestion privée des avantages sociaux des employés que ce soit dans la santé ou les pensions et une firme qui cherche également des occasions d'investir dans les infrastructures privatisées. Selon Michael Sabia, pdg de la Caisse de dépôt et de placement du Québec, les investisseurs s'attendent de recevoir un taux de profit de 7 à 9 % de la Banque de l'infrastructure, ce qui voudra dire une augmentation importante des coûts publics en termes de taux d'intérêt sur le financement et les emprunts publics.



La mission première de la banque sera d'encourager les « partenariats public-privé » et de répandre ces stratagèmes pour payer les riches à toutes les grandes villes du Canada. Selon les libéraux, les deux tiers de l'« investissement » dans ces nouvelles infrastructures privées ou nouvellement privatisées proviendront des entreprises privées ou des caisses de retraite et d'assurances. Les investisseurs privés auront droit à un taux de rendement garanti tandis que les coûts à long terme seront portés par le trésor public et les Canadiens par l'entremise des frais

d'usager pour les infrastructures privées comme les routes et les ponts. Les informations sur les investisseurs et les promoteurs des projets doivent être maintenues secrètes aux termes de la loi, malgré la loi sur l'accès à l'information puisque celle-ci exclut les aspects relevant de la « confidentialité commerciale », en plus d'exemptions spécifiques auxquelles aura droit la Banque de l'infrastructure.

Enfin, le projet de loi C-44 modifiera également la *Loi sur le Parlement du Canada* pour « prévoir que le directeur parlementaire du budget rendra compte directement au Parlement et aura le soutien d'un bureau ne relevant pas de la Bibliothèque du Parlement » et que « la nomination et la durée du mandat du directeur parlementaire du budget sont celles d'un agent du parlement ». Le directeur parlementaire du budget actuel, Jean-Denis Frechette, dit que les modifications à la loi auront pour effet pratique de limiter son pouvoir d'initier des rapports, de restreindre la capacité des parlementaires de connaître les estimés de coûts des projets du gouvernement et d'exiger que le directeur du budget soumette les plans de travail annuels à l'approbation des présidents de la Chambre des communes et du Sénat.

(Avec des informations du Centre canadien pour des politiques alternatives, le SCFP, Postmedia)

Projet de loi C-22, Loi constituant le Comité des parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement

Le projet de loi C-22, qui est présentement débattu au Sénat, mettrait sur pied un « comité de parlementaires sur la sécurité nationale et le renseignement » constitué de neuf députés et sénateurs, soit quatre députés libéraux, deux sénateurs et des députés des autres partis.

Le comité serait présidé par le député libéral d'Ottawa-Sud, David McGuinty, le frère de l'ancien premier ministre de l'Ontario, Dalton McGuinty. Le député d'Ottawa-Sud a été nommé en janvier 2016 alors que le comité n'a pas encore été approuvé.



La création du comité est présentée comme une mesure pour améliorer la reddition de comptes des agences de police et du renseignement du Canada dont les pouvoirs ont été grandement consolidés, mais en réalité elle institutionnalise l'arbitraire et le secret dans la gouvernance et rend « légales » les opérations qui ont lieu à l'extérieur de la primauté du droit. Les membres du comité doivent être approuvés par le Service canadien du renseignement et de sécurité (SCRS) et d'autres agences de police et d'espionnage avant d'accéder à leur poste, soit précisément les agences dont le comité est censé surveiller les agissements.

Le mandat du comité n'est pas de surveiller les activités des agences mais d'examiner :

- « les cadres législatif, réglementaire, stratégique, financier et administratif de la sécurité nationale et du renseignement » ;
- « à moins que le ministre compétent ne détermine que l'examen porterait atteinte à la sécurité nationale, les activités des ministères liées à la sécurité nationale ou au renseignement » ;
- « toute question liée à la sécurité nationale ou au renseignement dont il est saisi par un ministre ».

Les membres sont aussi tenus de prêter serment et de « faire preuve de loyauté envers le Canada et son peuple, dont je partage les convictions démocratiques, respecte les droits et libertés et observe les lois » et « je ne communiquerai à personne ni n'utiliserai des renseignements obtenus à titre confidentiel en cette qualité ». La contradiction entre la loyauté au Canada, à son peuple et à ses « convictions démocratiques », d'une part, et l'assujettissement des parlementaires aux pouvoirs de la police secrète du Canada et leur engagement à ne pas révéler ses actions perfides, de l'autre, est on ne peut plus évidente.

Plutôt que de garantir une reddition de comptes, le ministre de la Sécurité publique peut déclarer n'importe quelle information un danger pour la sécurité nationale et la divulgation de cette information par les membres du Comité devient de facto un acte criminel. En vertu du projet de loi, le ministre de la Sécurité publique peut déclarer une information hors d'atteinte et confidentielle et les membres peuvent être traduits en justice s'ils divulguent cette information. Il y est stipulé que « les membres ne peuvent pas avoir recours à l'immunité parlementaire s'ils

divulguent de l'information dite classifiée ». Le ministre de la Sécurité publique sera autorisé à mettre fin à une étude du comité s'il la déclare « préjudiciable » à la sécurité nationale et pourrait aussi refuser de divulguer l'« information opérationnelle spéciale ».



La raison pour classer l'information comme secrète peut également être classée comme secrète.

Devant le Comité sénatorial de la sécurité nationale qui étudie présentement le projet de loi, le ministre de la Sécurité nationale, Ralph Goodale, a dit que la création du comité était « un élément important de l'approche du gouvernement en matière de sécurité nationale, mais ce n'est d'aucune façon le seul élément ». Goodale a dit que le gouvernement « prépare actuellement des propositions supplémentaires » suite à la publication du rapport sur ses consultations dans le « cadre de la sécurité nationale du Canada » qui font partie des plans du gouvernement de « constitutionnaliser » les pouvoirs de la police secrète contenus dans la

Loi C-51 du gouvernement Harper, *Loi antiterroriste de 2015*. Dans ce sens, le feuillet de la Chambre des communes pour le lundi 19 juin indique que le ministre Goodale va déposer un nouveau projet de loi intitulé *Loi concernant les questions de sécurité nationale*.



Projet de loi C-23, Loi sur le précontrôle 2016

Le projet de loi C-23, *Loi relative au précontrôle de personnes et de biens au Canada et aux États-Unis*, accroît les pouvoirs et la présence d'agents frontaliers américains au Canada, dans certains aéroports et à certains points d'entrée sur terre et sur mer, permet le précontrôle du fret par les agents américains dans des usines canadiennes, permet à des agents américains de porter une arme et de détenir des Canadiens, de les soumettre à des fouilles et à l'usage de la force dans les centres de précontrôle au Canada.

Le projet de loi a été déposé en juin 2016 mais le Comité permanent de la Chambre des communes sur la sécurité publique et nationale n'en a terminé l'examen que le 14 juin 2017. Il met en application des mesures annoncées par les gouvernements Harper et Obama en 2015 et réitérées par Trudeau et Trump cette année.

Le projet de loi n'a toujours pas été débattu à la Chambre des communes ni au Sénat. Le Parlement ajourne le 23 juin pour l'été.

Selon les médias, l'ambassadeur du Canada aux États-Unis David MacNaughton a dit au Comité sénatorial sur la sécurité publique et la défense le 14 juin qu'il était « embarrassé » que le Canada n'ait pas encore adopté cette loi. Il a ajouté qu'il



subit une pression constante de la part des représentants du gouvernement américain à ce sujet.

Le commissaire à la protection de la vie privée du Canada, Daniel Therrien, note dans une lettre du 23 mai au Comité de la chambre qui a étudié le projet de loi que l'administration américaine a annoncé son intention d'introduire le « contrôle extrême » de « tout étranger qui désire entrer aux États-Unis ». Il ajoute : « Il semble que cette politique s'appliquerait également aux zones de précontrôle au Canada. »

Le commissaire conclut en disant: « Dans bien des cas, toutefois, il semble que les Canadiens qui souhaitent se rendre aux États-Unis devront faire un choix difficile aux zones de précontrôle du Canada et aux postes frontaliers des États-Unis : accepteront-ils que leurs appareils soient fouillés sans motif ou renonceront-ils à entrer aux États-Unis? »

Selon un rapport du 15 juin de la Coalition pour la surveillance internationale des libertés civiles, un député libéral qui siège au comité de la Chambre des communes a dit que le comité ne pouvait pas se pencher sur les inquiétudes au sujet de violations des droits des Canadiens à la frontière puisque les accords ont déjà été signés entre le Canada et les États-Unis. Le député a dit que « les mains du parlement sont liées », rapporte la Coalition. Des propositions d'amendement au projet de loi C-23 ont été rejetés sous prétexte que la loi doit respecter les dispositions de l'*Accord entre le gouvernement du Canada et le gouvernement des États-Unis relatif au précontrôle dans les domaines du transport terrestre, ferroviaire, maritime et aérien*.

Pour plus d'information sur le projet de loi C-23, voir « [Opposons-nous à tous les prétextes servant à accroître l'autorité des États-Unis sur le Canada et les Canadiens](#) », *LML 15 avril 2017*

(Avec des informations du National Post)



**Le gouvernement donne des centaines de millions
aux barons du bois d'oeuvre**

Non aux subsides d'État pour payer les riches

- K.C. Adams -



Il ne se passe pas un mois sans qu'il y ait une annonce d'un financement d'envergure de l'État pour

payer les riches. Le mois passé c'était l'annonce de l'inauguration de la banque de l'infrastructure ; le mois d'avant, c'était Bombardier qui recevait des millions et aujourd'hui ce sont les barons du secteur du bois d'oeuvre qui vont recevoir 867 millions \$ de fonds fédéraux.

Ces manoeuvres pour payer les riches sont recouvertes d'une rhétorique au sujet de la protection et de la création d'emplois. Elles ne résolvent aucun problème de l'économie ; en fait, elles perpétuent tous les facteurs objectifs et subjectifs qui causent les crises économiques récurrentes et les difficultés que vivent la classe ouvrière et ses communautés.

Les travailleurs forestiers produisent 22 milliards \$ en valeur chaque année dont la plus grande partie est possédée et contrôlée par l'oligarchie financière. Mis à part la partie de la valeur nouvelle que les travailleurs reproduisent sous forme de salaires et d'avantages sociaux, la plus grande partie du reste est retirée des économies locales où elle est produite. Dans la dernière décennie, les mêmes entreprises géantes du secteur du bois d'oeuvre que le gouvernement fédéral gratifie maintenant de près d'un milliard \$ se sont accaparées plus de 5 milliards \$ de la valeur produite dans les communautés forestières canadiennes et l'ont utilisée pour acheter des usines aux États-Unis.

CBC News écrit avec un certain cynisme : « Des compagnies comme Canfor et West Fraser sont maintenant protégées jusqu'à un certain point des droits compensatoires américains sur le bois d'oeuvre parce qu'elles possèdent plus de moulins et d'usines aux États-Unis qu'au Canada. » Elles vont profiter des droits et des tarifs que les États-Unis imposent au bois d'oeuvre canadien à cause du prix de marché plus élevé qu'elles vont toucher sur le bois qu'elles vendent aux États-Unis et au Canada. Leurs moulins aux États-Unis vont même recevoir leur quote-part du montant annuel estimé de 1,7 milliard \$ en droits et tarifs sur le bois qui seront collectés à la frontière, lorsque le gouvernement américain va les distribuer.

L'État fournit des fonds qui ont été amassés collectivement dans l'ensemble de l'économie à des entreprises privées spécifiques qui ne sont pas capables de résoudre leurs problèmes. On a là l'exemple d'un système corrompu et en faillite qui soutient une classe privilégiée de détenteurs de richesse sociale au détriment du reste de la population et des besoins de l'économie et de la société.

Ce système qui paie les riches pour renforcer la propriété privée et le contrôle de l'oligarchie financière est en contradiction avec le caractère socialisé et interconnecté de la production de masse industrielle moderne et avec le facteur humain central de l'économie, la classe ouvrière. L'intervention de l'État au service des très riches montre la nécessité d'une nouvelle direction de l'économie. La valeur que les travailleurs produisent doit être placée sous le contrôle des producteurs véritables. C'est ainsi qu'ils pourront renforcer d'une manière planifiée, méthodique et scientifique leurs secteurs, leurs économies locales et la vaste économie canadienne interconnectée et fournir la valeur nécessaire à la satisfaction de l'intérêt général de leurs communautés et de la société.



Pourquoi les fonds publics canadiens sont-ils utilisés de cette manière outrageante pour payer les riches ? Quel problème cela règle-t-il ? Quelle voie est-ce que cela ouvre aux travailleurs forestiers canadiens et à leurs communautés ? Le gouvernement est coincé et n'a pas d'autres solutions que de payer les riches et attaquer les

travailleurs. La situation est biaisée en faveur des riches. L'oligarchie financière refuse de renoncer à sa richesse insensée, à son pouvoir, à son privilège, à son contrôle et à son édification d'empire. Les travailleurs doivent prendre l'initiative et prendre contrôle de leur travail et de leur vie et placer l'économie sur la voie d'une direction nouvelle d'édification nationale qui règle les problèmes qu'amène la production industrielle de masse. L'économie a besoin d'un objectif moderne qui est de servir le peuple au moyen de la coopération, de son habilitation politique et de son contrôle sur les affaires économiques, politiques et sociales qui le concernent.

Pour l'oligarchie financière, il n'existe rien d'autre que servir ses intérêts privés en compétition avec d'autres détenteurs de richesse sociale et par l'exploitation des producteurs véritables, la classe ouvrière. L'oligarchie financière n'est pas capable de résoudre les problèmes de la production industrielle de masse parce qu'elle divise l'économie moderne en groupes concurrents qui se font la guerre dans le cadre de l'édification d'empire et exploite ceux qui font le travail.

Pour résoudre les problèmes de l'économie moderne, on a besoin d'une coopération large. La richesse sociale que produit la classe ouvrière ne doit pas être retirée de l'économie et être transférée à une élite privilégiée. On a besoin de la valeur que les travailleurs produisent pour la réinvestir dans l'économie et la société. On ne peut pas résoudre les problèmes si l'accumulation privée de la richesse sociale demeure l'objectif d'une économie qui est pourtant entièrement socialisée. Il faut établir un nouvel objectif, soit de servir les producteurs véritables, leur économie et le bien-être du peuple et de la société, qui est conforme aux conditions socialisées de la production et de la distribution industrielles de masse.



Utiliser la richesse sociale que les travailleurs produisent au sein d'une économie socialisée pour payer une classe privilégiée de riches est quelque chose de corrompu et insensé. Ceux qui possèdent et contrôlent les forces productives essentielles et l'État ne sont pas intéressés au changement. Ils utilisent leur richesse sociale, leur privilège de classe et l'État pour bloquer le changement et priver la classe ouvrière de son droit de bâtir le Nouveau. Pour transformer la situation, la classe ouvrière doit organiser ses

propres quartiers généraux politiques et ses propres institutions afin de devenir suffisamment puissante pour priver l'oligarchie financière et son État de son pouvoir de perpétuer ces manoeuvres scandaleuses pour payer les riches et de priver les travailleurs de leur droit de résoudre les problèmes économiques, politiques et sociaux de l'économie moderne.

Unissons-nous pour bâtir le Nouveau !



Des subsides pour les compagnies forestières

Les barons américains du bois de construction ont organisé une dispute commerciale autour des 7 milliards \$ d'exportations annuelles de bois d'oeuvre en provenance du Canada. Ils l'ont fait pour faire monter les prix du bois, augmenter leur contrôle du marché du bois et concentrer la production en un plus petit nombre de mains. Le gouvernement américain a consenti à les accommoder et a imposé un ensemble de droits compensatoires à des entreprises canadiennes spécifiques qui se montent à 20 % pour le bois exporté et comprennent un tarif additionnel de 10 % à partir du 23 juin. En réponse à cela, le gouvernement canadien a mis 867 millions \$ en

fonds publics à la disposition des compagnies forestières qui ont des établissements au Canada.

L'oligarchie financière de la Forteresse Amérique du Nord possède et contrôle les grandes compagnies forestières canadiennes directement et par le biais des grandes bourses. Sauf quelques exceptions, les grandes compagnies qui ont des installations au Canada en possèdent aussi aux États-Unis et vont bénéficier des prix plus élevés et de l'affaiblissement de leurs concurrents plus petits par les tarifs américains. Les géants forestiers de la Colombie-Britannique, Canfor Corporation et West Fraser Timber Co. Ltd.

possèdent maintenant plus de moulins et d'usines aux États-Unis qu'au Canada. Weyerhaeuser, qui est de loin le plus grand oligopole forestier des États-Unis, possède et contrôle directement une filiale canadienne.



La plus grande partie des fonds fédéraux va être constituée de garanties de prêts et d'aide directe aux firmes de l'industrie forestière pour de l'innovation et la mise en marché de leurs produits ailleurs qu'aux États-Unis. « Innovation » veut dire essentiellement l'introduction de machinerie dans la production et la distribution pour remplacer les travailleurs actifs. Environ 90 millions \$ des fonds publics promis vont être utilisés pour le partage de travail et la formation de travailleurs forestiers dans le cadre du régime de l'assurance-emploi. On s'attend à ce que plusieurs milliers de travailleurs forestiers perdent leur emploi dans les deux prochaines années suite à la fermeture d'usines plus petites et au recours accru à la machinerie et à la technique avancée dans les usines plus grandes.

Le communiqué de presse du ministre des Ressources naturelles

Les subsides ont été annoncés lors d'une conférence de presse tenue conjointement le 1er juin par le ministre des Ressources naturelles, Jim Carr, la ministre des Affaires étrangères, Chrystia Freeland et le ministre du Commerce international, François-Philippe Champagne. Les fonds fédéraux s'ajoutent à différents fonds provinciaux dont un 7,7 millions \$ de la part du gouvernement de la Colombie-Britannique.

On lit ce qui suit dans un communiqué du ministère fédéral des Ressources naturelles : « Exportation et développement Canada disposera de 500 millions de dollars pour offrir des solutions de gestion du risque et de financement commercial, y compris des prêts et des garanties d'emprunts, à des entreprises forestières viables. La Banque de développement du Canada mettra 105 millions de dollars de financement commercial à la disposition des entreprises forestières admissibles dans l'immédiat et à moyen terme. »

[On remarquera les termes « viables » et « admissibles » qui pourraient priver de prêts plusieurs petits moulins ayant été grandement affaiblis par l'infestation de dendroctone du pin ponderosa - LML]

« Le gouvernement pourrait décider de débloquer des fonds pour des garanties d'emprunt supplémentaires si la conjoncture le justifie... Les mesures annoncées aujourd'hui comprennent de nouveaux investissements de l'ordre de 260 millions de dollars visant à : appuyer les efforts déployés pour développer les marchés d'exportation et promouvoir la diversification des produits du bois canadien, au-delà de ceux qui sont visés par les droits des États-Unis sur le bois d'œuvre ; aider les collectivités et les organisations autochtones à améliorer le rendement de leurs initiatives dans le secteur forestier ; prolonger temporairement la période maximale des accords de travail partagé, pour la faire passer de 38 à 76 semaines, en vue de réduire le nombre de mises à pied ;

apporter un soutien additionnel pour aider les travailleurs touchés à mettre leurs compétences à niveau et à se tourner vers de nouvelles possibilités... Ces démarches protègent les intérêts des Canadiens contre les droits imposés sur le bois d'oeuvre canadien par le département du Commerce des États Unis. Elles s'ajoutent aux efforts déployés récemment pour assurer la croissance et le dynamisme continus de ce secteur. Le gouvernement du Canada continue d'exhorter ses homologues américains à annuler cette mesure commerciale injuste et injustifiée. »

Faits en bref

« En 2016, l'industrie forestière a représenté 22 milliards de dollars du PIB du Canada. En 2015, l'industrie forestière du Canada a employé plus de 200 000 Canadiens, dont 9 500 dans les collectivités autochtones. Le secteur forestier est à l'origine d'une portion considérable du revenu de plus de 170 collectivités rurales, et on compte plus de 600 scieries qui produisent du bois d'oeuvre résineux au Canada. »

« Les exportations canadiennes de bois d'oeuvre résineux »

« Le Canada exporte du bois d'oeuvre résineux dans plus de 140 pays. Il en exporte aujourd'hui pour 1,6 milliard de dollars en Chine, soit 25 fois plus qu'en 2002. Pendant la même période nos exportations vers la Corée du Sud, l'Asie du Sud-Est et le Royaume-Uni ont bondi de plus de 200 %, dépassant les 700 millions de dollars.

« Le commerce du bois d'oeuvre résineux avec les États-Unis »

« Aux États-Unis, 90 % des maisons sont construites à l'aide de bois d'oeuvre résineux. Or, la production intérieure ne répond qu'à 70 % de la demande. Le reste est importé presque entièrement du Canada. Les États-Unis sont la première destination des exportations de produits forestiers du Canada (18 milliards de dollars américains en 2016). Selon les calculs de la National Association of Home Builders des États-Unis, une augmentation de 1 000 \$ US du coût d'une maison neuve empêche plus de 150 000 Américains et leurs familles d'accéder à la propriété. Depuis 2005, des entreprises canadiennes ont investi plus de 5 milliards de dollars américains dans le secteur forestier des États-Unis. »

[Les grandes compagnies forestières n'ont pas investi ce 5 milliards \$ de valeur dans les communautés forestières du Canada où elle a été produite, ce qui aurait renforcé et diversifié les économies locales au-delà du seul produit social forestier. Ce problème du contrôle de la valeur produite et de la destination de son investissement doit être abordé dans le cadre d'un projet d'édification nationale qui donne une nouvelle direction prosociale à l'économie - *Note du LML*]

« Aux États-Unis, le secteur de la construction résidentielle emploie 3,8 millions d'Américains. L'imposition de droits pourrait y compromettre quelque 8 000 emplois et faire perdre des millions de dollars en salaires. Le Canada est le principal acheteur des produits forestiers de 27 États américains (7,2 milliards de dollars américains en 2016). »



La dispute commerciale avec les barons du bois aux États-Unis

L'ancien vice-président exécutif et directeur général du Conseil du libre-échange pour le bois d'oeuvre Carl Grenier a dit ceci à CBC News :

« Si le conflit dure, les États-Unis vont collecter plus de droits compensatoires sur les produits

canadiens. » Soulignant que c'est la quatrième fois que le département du Commerce des États-Unis impose de tels droits compensatoires, il a ajouté qu'« en 2006, 500 millions \$ des sommes prévues par l'accord final se sont retrouvés dans les poches des producteurs de bois d'oeuvre américains. La coalition américaine actuelle du bois d'oeuvre est toujours aussi avide d'obtenir une rançon de ce genre. Les États-Unis ont appris à déjouer le système. Les autorités américaines se fichent bien de la façon dont les forêts sont gérées. Elles s'intéressent uniquement à la possibilité de chasser du marché les exportateurs canadiens de bois d'oeuvre quand les prix sont bas. »

L'annonce de la menace de droits compensatoires sur le bois d'oeuvre en décembre dernier et leur imposition en mai combinées à une demande élevée ont mené à une forte hausse des prix de marché du bois d'oeuvre. Selon plusieurs, l'objectif de la dispute commerciale, mis à part l'élimination de concurrents et le coup d'argent rapide au moyen des droits compensatoires, est l'augmentation des prix du bois et l'argent que cela procure. Le secteur américain du bois d'oeuvre, qui comprend maintenant un grand nombre de compagnies basées au Canada, ne peut approvisionner que 70 % environ du marché du bois lorsque celui-ci est fort. Les importations en provenance du Canada empêchent les prix de marché de monter en flèche quand la demande est élevée. Les droits et les tarifs agissent comme contrepoids à la pression à la baisse sur les prix qui provient de l'approvisionnement canadien.

Business in Vancouver rapporte que c'est bien ce qui se passe. « En ce moment, les prix du bois aux États-Unis sont si élevés qu'on s'attend à ce que plusieurs producteurs de bois d'oeuvre canadiens vont être capables de payer les droits sans avoir à réduire leur production. Quelques scieries plus petites cependant, surtout dans la région de l'Intérieur de la Colombie-Britannique, pourraient être forcées de fermer leurs portes ou à tout le moins de réduire leur production périodiquement. Au début de l'année, les producteurs de bois d'oeuvre canadien vendaient leur produit juste au-dessus de 300 \$US le mille pieds-planche. Avec les droits compensatoires, leur prix se situe à environ 370 \$US (le mille pieds-planche). »

Le *Globe and Mail* cite Susan Yurkovich, la présidente du Conseil du commerce du bois d'oeuvre de Colombie-Britannique : « Les marchés en ce moment continuent d'être forts et les prix du bois d'oeuvre amoindrissent l'impact [des droits compensatoires] qui est largement transféré aux consommateurs américains. »

Yurkovich estime cependant qu'avec l'impact des droits et du tarif additionnel de 10 % qui sera appliqué le 23 juin « les fabricants de produits du bois du Canada vont voir leurs profits avant impôt tomber de 1,8 milliard \$ en 2016 à 1,4 milliard \$ cette année et à 1.1 milliard \$ en 2018, alors que les États-Unis vont émettre des droits qui vont s'approcher de 30 % sur le bois d'oeuvre du Canada. Les droits pourraient se monter à 1,7 milliard \$ par année ».

Ces droits, sauf si un accord est signé prévoyant un remboursement des exportateurs canadiens, sont distribués parmi les fabricants de bois d'oeuvre américains, qui comprennent les grandes entreprises basées au Canada qui possèdent maintenant des moulins aux États-Unis.

CBC News écrit : « Des compagnies comme Canfor et West Fraser sont maintenant protégées jusqu'à un certain point des droits compensatoires sur le bois d'oeuvre parce qu'elles possèdent maintenant plus de moulins et plus d'usines aux États-Unis qu'au Canada, bien que leurs usines canadiennes pourraient être forcées de réduire la production à un moment donné. »



Les élections et la situation qu'elles ont créée

Le Marxiste-Léniniste publie dans ce numéro des articles sur les élections législatives qui ont eu lieu en Grande-Bretagne le 8 juin tirés du numéro du 14 juin de *Workers' Weekly*, une publication du Parti communiste révolutionnaire de Grande-Bretagne (marxiste-léniniste).

Depuis que ces articles ont été publiés, il a été confirmé que le Discours du Trône, appelé Discours de la reine, qui devait être prononcé le 19 mai, a été reporté au 21 juin. De plus, bien que des rumeurs aient circulé que le discours allait être retardé pour permettre la conclusion d'une entente de « confiance et de soutien » avec le Parti unioniste démocrate (DUP) qui a fait élire dix députés dans des circonscriptions du nord de l'Irlande, aucun accord n'a été conclu jusqu'à présent.

Ce qui est certain, c'est que toute la « question de l'Irlande » est de retour au centre de l'arène politique. En effet, la première ministre conservatrice, Theresa May, a rencontré cinq partis du nord de l'Irlande à ce sujet dans la semaine qui a suivi l'élection, puisqu'un accord doit être conclu entre les partis du nord de l'Irlande d'ici le 29 juin sinon Westminster va imposer son administration directe une fois de plus. L'Assemblée du Nord a été suspendue depuis que l'accord de partage des pouvoirs entre les républicains et les unionistes a été rompu en mars.

Lors de ces rencontres, le président du Sinn Féin, Gerry Adams, a dit à Theresa May que les négociations avec le DUP pour l'amener à soutenir le gouvernement conservateur violent l'Accord du Vendredi saint. Suite à sa rencontre avec May le 15 juin, Adams a déclaré : « Nous avons dit à la première ministre May qu'elle et son gouvernement ont enfreint l'Accord du Vendredi saint et fermé les yeux depuis longtemps sur les actions perturbatrices du DUP. » Il a ajouté : « Nous avons dit à la première ministre qu'à notre avis elle joue avec l'Accord du Vendredi saint dans un effort désespéré pour s'accrocher au pouvoir. Nous avons rappelé au gouvernement britannique qu'il doit mettre en oeuvre dans leur entier les aspects de l'accord qui ne l'ont pas encore été et les accords subséquents. L'Accord du Vendredi saint et les accords qui l'ont suivi ont changé la relation qui existe entre nos deux îles. C'est un exemple de succès de résolution de conflit dans le monde entier. » Pour sa part, Theresa May a dit que « si nous n'en arrivons pas à une résolution de la question, nous allons devoir considérer ce que nous devons faire pour nous assurer que l'Irlande du Nord jouit de la stabilité politique dont elle a besoin. »

LML exprime aussi ses plus sincères condoléances aux victimes de la tragédie de la Tour Grenfell et condamne l'irresponsabilité sociale de l'élite dominante qui a mené à ce crime. Aux premières heures du 14 juin, un complexe de logements de 24 étages a pris feu, causant la mort horrible d'un nombre encore indéterminé d'occupants, probablement des centaines. Jusqu'à présent le bilan officiel est de 79 morts. Plusieurs ont dit que la tragédie peut être attribuée à la négligence criminelle du gouvernement de Westminster et du Conseil du quartier de Kensington et de Chelsea. Des manifestations de protestations ont été organisées par des résidents locaux accompagnées de demandes provenant de tous les milieux à l'effet que Theresa May doit démissionner. Son manque d'humanité et l'imposition d'un ordre du jour d'austérité par son gouvernement ont aussi poussé les gens à présenter une telle demande. Même la reine d'Angleterre a rendu visite aux survivants de la tragédie, ce que la première ministre a refusé de faire.

Un facteur qui complique encore plus la situation et démontre l'ampleur de la crise politique qui frappe la démocratie représentative est que les négociations du Brexit doivent débuter lundi le 19 juin et que les négociateurs de l'UE s'impatientent devant la situation dans laquelle la Grande-Bretagne se trouve en ce moment.



Le peuple dit Non! à May et la crise du système politique s'approfondit

- Workers' Weekly -



L'élection générale du 8 juin a été une catastrophe pour Theresa May et le Parti conservateur, voire pour l'ensemble des cercles dominants de Grande-Bretagne qui doivent maintenant tirer les marrons du feu avec les négociations du Brexit.

Le Parti conservateur a remporté 318 sièges alors qu'il en détenait 331 (y compris le président d'assemblée), soit huit de moins qu'il en faut pour former la majorité, tandis que le Parti travailliste a remporté 262 sièges, soit 30 de plus qu'au parlement précédent. La classe dominante est dans un tel désespoir qu'elle conseille à Theresa May de demeurer première ministre même si sa stratégie pour obtenir un mandat pour « un gouvernement fort et stable » est dans une voie sans issue. May tente avec peine de conclure une entente avec le Parti unioniste démocrate (DUP) du nord de l'Irlande pour former le gouvernement. Cela n'est pas sans provoquer dans certains milieux la peur que la « question irlandaise » refasse surface et vienne bousculer les plans de la classe dominante pour poursuivre en toute tranquillité son offensive antisociale et antinationale.

Voici certaines observations concernant le résultat de l'élection :

- Le vote contre le Parti conservateur est un vote contre l'austérité néolibérale.
- Les jeunes ont participé à l'élection et ont voté contre les conservateurs à cause de leur programme d'austérité.
- Les régions métropolitaines, Londres notamment, ont choisi le Parti travailliste.
- Les libéraux démocrates n'ont pas fait de percée avec leur promesse de tenir un deuxième référendum sur le Brexit. L'électorat les a rejetés pour l'avoir trahi en formant une coalition avec les conservateurs.
- Le Parti travailliste d'Écosse et le Parti conservateur d'Écosse ont tous deux faits des gains aux dépens du Parti national écossais (SNP) qui voulait renverser la décision du référendum sur le Brexit. Les travaillistes ont réussi à faire valoir que le SNP ne s'oppose pas à l'austérité tandis que les conservateurs ont réussi à faire valoir qu'un deuxième référendum sur l'indépendance de l'Écosse serait une diversion. Les gains des conservateurs écossais ont renforcé le vote conservateur à l'échelle de la Grande-Bretagne mais pas suffisamment pour compenser les pertes encourues ailleurs.
- Dans le nord de l'Irlande, le Sinn Féin et le Parti unioniste démocrate (DUP) ont fait des gains

aux dépens du Parti travailliste social-démocrate (SDLP) et des unionistes de l'Ulster respectivement. Ce virage est également perçu comme l'expression de l'opposition aux politiques d'austérité.

- Le vote référendaire en faveur du Brexit ne s'est pas traduit en un appui à la première ministre May ni en un rejet de Jeremy Corbyn de l'opposition travailliste.

- Les tentatives de détruire le Parti travailliste à la veille de l'élection ont lamentablement échoué. Le pari de ceux qui ont incité à la révolte des députés travaillistes contre Corbyn était tout aussi malavisé que le pari de ceux qui ont conseillé à Theresa May de déclencher une élection hâtive.

- Les conséquences du « pari » catastrophique qu'une élection hâtive permettrait de remplacer la faible majorité conservatrice par une majorité décisive restent imprécises quant à l'avenir de Theresa May et du Parti conservateur. Les conséquences pour la classe dominante, mis à part la dérision générale pour la première ministre, ne se sont pas encore toutes manifestées.

- Les conservateurs ont fait une bien mauvaise campagne avec les services d'une des firmes privées que les cercles dominants embauchent pour gérer les élections ces temps-ci. Ces firmes privées ont remplacé les partis politiques comme organisations primaires établissant le lien entre les électeurs et le système de démocratie dite représentative. Elles croient que la façon de gagner une élection est de dépolitiser le corps politique, en optant pour la stratégie du dénigrement de l'adversaire, bien que tout le monde sache que les électeurs détestent les publicités qui sont des attaques personnelles. Le



refus du parti au pouvoir de discuter des enjeux de fond fait qu'il est impossible pour lui maintenant de créer l'impression que c'est le peuple qui a décidé des enjeux de l'élection et donné un mandat au prochain gouvernement. Dans cette élection, grâce en partie à la présence de Jeremy Corbyn qui a su présenter avec éloquence le besoin d'un programme d'opposition aux politiques d'austérité, le peuple a pu exprimer son opposition à ces politiques. Il y a aussi le Manifeste conservateur qui, au grand dam des conservateurs, était « parsemé d'arsenic », pour citer un membre désenchanté du Parti conservateur. Tout cela montre à quel point les conservateurs sont détachés des préoccupations des travailleurs et du peuple de Grande-Bretagne qui ont vu dans Jeremy Corbyn un champion de leur demande de changement en leur faveur plutôt qu'en faveur des riches.

L'appel à une élection hâtive a été une débâcle pour les cercles dominants, y compris pour les pouvoirs de police utilisés en rapport avec les attentats de Manchester et du Pont de Londres. Les pouvoirs de police sont l'axe central du plan de « gouvernement fort et stable » de Theresa May mais l'élection a fait ressortir l'hypocrisie et l'irrationalité de cette approche. Jeremy Corbyn a pu se présenter comme le champion de l'opposition aux coupures dans les budgets des services policiers. À cela s'ajoutent les révélations que les services de sécurité avaient eux-mêmes formé ces forces terroristes pour intervenir en Libye et en Syrie, qui ont montré que c'est l'État qui est derrière ces attentats.

Dans l'ensemble, les élections montrent que les arrangements imposés à la société au milieu du XIXe siècle maintiennent au pouvoir des représentants de la classe capitaliste qui ne sont pas aptes à gouverner et continuent de maintenir le peuple à l'écart du pouvoir. Ces arrangements sont en crise parce qu'ils ne sont plus perçus comme permettant d'établir un mandat qui est l'expression de la volonté du peuple. Le système politique de démocratie dite représentative est plongé dans une

telle crise qu'il ne permet plus de rien résoudre. Il n'a pas donné à Theresa May le mandat pour le Brexit et un gouvernement « fort et stable ». Bien au contraire, il a montré que sa demande d'un mandat « fort et stable » a été rejetée. Entre-temps, une autre élection se prépare et on ne saurait rien prédire quant à ses résultats.



Beaucoup attribuent les résultats d'élection aux personnalités mais cela empêche de voir les enjeux de fond. La discussion sur les personnalités sert à désinformer et dépolitiser le corps politique. Au lieu de bâtir des institutions et des arrangements qui sont sous leur contrôle et de s'engager dans le renouveau démocratique, les travailleurs et le peuple se font dire de se fier au courage et aux convictions de gens comme Jeremy Corbyn, bien que ce soit le système qui les marginalise et qu'il soit en mal de renouveau.

L'inaptitude de Theresa May ne fait que mettre en évidence la crise du système de démocratie représentative, elle n'en est pas la cause. De même, pour donner suite aux promesses de renverser l'offensive antisociale il faut une organisation qui habilite le peuple. Le système électoral et de gouvernance qui prétend représenter « le peuple » et l'« intérêt national » alors qu'en fait il représente les intérêts privés d'oligopoles qui opèrent sur le plan international doit être remplacé. Les intérêts privés se livrent à une concurrence à couteaux tirés pour le contrôle des avoirs de différents États dans leur quête de domination mondiale. Il est crucial d'en tenir compte dans la discussion sur la voie vers l'avant qui soit en faveur des travailleurs et du peuple.

(14 juin 2017. Traduit de l'anglais par LML)



Négocier avec le DUP: une autre bévée des conservateurs

Le Parti conservateur a entrepris des négociations avec le Parti unioniste démocrate (DUP), une formation réactionnaire du nord de l'Irlande. C'est une bien mauvaise décision. Le premier faux pas des conservateurs a été de déclencher une élection générale trois ans à l'avance dans l'espoir d'aller chercher 50 sièges de plus. Ils ont plutôt perdu 34 sièges. Cette décision de négocier avec le DUP pour former un gouvernement est leur deuxième faux pas.

Les conservateurs misent leurs espoirs sur les dix sièges que détient le DUP. Celui-ci en profite pour essayer d'obtenir des concessions concernant les arrangements dans le nord de l'Irlande, arrangements établis par l'Accord du Vendredi saint. Les conservateurs espèrent qu'une entente avec le DUP leur redonnera le contrôle du parlement. Le chef du Sinn Féin Gerry Adams a tout de suite fait remarquer que ce geste des conservateurs ne fait qu'exposer la prétention du gouvernement britannique d'être l'« intermédiaire impartial » entre « deux traditions » en Irlande. Il expose sa prétention de neutralité. Il faut savoir que s'il n'y a pas, par ailleurs, d'entente entre le DUP et le Sinn Féin d'ici le 29 juin, la suspension de l'Assemblée de l'Irlande du Nord devra faire place au pouvoir britannique direct. Alors si le DUP fait partie du gouvernement conservateur à Londres, les choses vont décidément se compliquer pour les pouvoirs en place.

Selon les informations en date du 13 juin, la chef du DUP Arlene Foster n'était pas revenue à Belfast comme prévu et il semble évident qu'on va bientôt annoncer la conclusion d'un « accord de confiance mutuelle et d'approvisionnement ». Madame Foster a indiqué que l'accord devra

comprendre une entente sur le Brexit et le « contre-terrorisme » et un engagement à « faire ce que doit » pour l'économie du nord de l'Irlande. Il est connu que le DUP ne veut pas de « frontière rigide » entre le nord et le sud et qu'il réclame plus de dépenses publiques dans le nord, ce qui ne fait qu'illustrer à quel point le gouvernement britannique n'est ni impartial ni neutre, comme ne cesse de le répéter Gerry Adams. Être « neutre » et « impartial » est ce que l'Accord du Vendredi saint demande du gouvernement britannique. Ce n'est donc pas une décision sans conséquence. Déstabiliser l'Irlande après avoir déstabilisé l'ensemble des îles britanniques, c'est passer du mauvais au pire.

La réalité est qu'il ne manque que trois sièges à Theresa May pour avoir la majorité au parlement britannique puisque les sept députés du Sinn Féin refusent d'y siéger. Dans le système corrompu de partis de cartel, une autre option serait de soudoyer trois députés des autres partis par des négociations secrètes tout en présentant cela comme étant pour le plus grand bien et pour la stabilité à l'approche des pourparlers du Brexit. Ce serait une troisième bévée pour les conservateurs.

(Workers' Weekly, 14 juin 2017. Traduit de l'anglais par LML)



Le vœu pieux du retour au bipartisme et à la stabilité qu'il apporte prétendument

L'opinion selon laquelle les élections législatives en Grande-Bretagne marquent un retour à la politique dominée par deux partis est un vœu pieux des cercles dominants. Le système bipartite a été instauré au XIXe siècle avec un parti qui représentait des intérêts fonciers et un parti qui représentait des intérêts commerciaux. Ensemble, ils représentaient la dictature des intérêts des classes possédantes contre la classe ouvrière.

Beaucoup d'eau a coulé sous les ponts depuis lors, notamment l'introduction du suffrage universel et la création du Parti travailliste en 1906, conséquences de la lutte des travailleurs pour se donner le pouvoir de décision. Aujourd'hui, les libéraux ont été écartés et la lutte semble se dérouler entre les conservateurs et les travaillistes, mais un système bipartite n'est pas seulement deux partis qui changent de place périodiquement.



Pendant un siècle, les partis au service de la classe dominante sont parvenus à établir une base sociale parmi le peuple. Les associations locales des partis, ainsi que les syndicats et d'autres organisations, comme les organismes culturels, sociaux et économiques, ont agi comme courroies de transmission de ces partis pour récolter des votes et les partis étaient le lien entre les gouvernants et les gouvernés, entre les dirigeants et les dirigés. Même les milliers d'organismes caritatifs que préside la famille

royale agissent comme courroies de transmission et liens avec les partis au gouvernement. Avec la montée du thatchérisme dans les années 1980, l'ancien but de la société a été renversé. Thatcher ne reconnaissait même pas que la société existe et a exigé que chacun se débrouille seul. Avec la domination du libre-échange néolibéral et la destruction nationale, toutes les anciennes façons de faire les choses sont devenues périmées. Les tentatives de les ressusciter en permettant aux petits partis de jouer un rôle et en espérant que la formation de gouvernements de coalition réussisse

n'ont pas permis de surmonter le fait que le système de partis dépolitise et désinforme le corps politique et le peuple continue de réclamer le pouvoir de décider de ses affaires.

Aujourd'hui, la démocratie électorale n'a aucune crédibilité. Les partis politiques paient des intérêts privés pour mener leurs campagnes qui désinforment les électeurs. Ils les privent d'une conception du monde qui leur est propre et les asservissent à ce que d'autres décident en leur nom. Les élections ne sont plus des moyens de traduire la « volonté populaire » en « volonté légale » sous forme d'un gouvernement de parti.

D'autre part, dans le passé les élections servaient à résoudre les contradictions dans les rangs de la classe dominante par un système d'accommodements raisonnables. Elles établissaient une coexistence pacifique sous forme d'un gouvernement de parti et permettaient ainsi d'avoir un gouvernement stable. Si la majorité n'était pas atteinte, alors un gouvernement minoritaire éphémère servait à rétablir l'équilibre entre les intérêts contraires et un gouvernement majoritaire suivait.

Aujourd'hui, les conditions pour des « accommodements raisonnables » et la stabilité n'existent plus. L'anarchie règne dans la base économique et imprègne toutes les affaires politiques, sociales, culturelles, nationales et internationales. Les intérêts privés des oligopoles n'acceptent aucune autorité au-dessus de la leur. Les négociations, qui comprennent les élections comme une forme de négociations, ne sont plus la méthode utilisée pour résoudre les différends dans les rangs de ces intérêts privés et tous les arrangements du passé ont été ou sont rejetés.

L'anarchie s'accompagne de la violence et du recours croissant à un gouvernement de pouvoirs de police, pas un gouvernement des lois. Tout comme dans l'économie, en politique le pouvoir est concentré dans les mains des oligopoles qui se sont emparés des institutions étatiques et des fonctions sociales de l'État- les forces armées, les services de renseignement, le fonctionnement de la fonction publique, les services de santé, l'éducation et même les organismes caritatifs. Ces intérêts privés gèrent tout pour le profit, pas le « bien commun », et cela inclut les élections.



Bien qu'il est vrai que le Parti travailliste est prêt à former un gouvernement minoritaire, non pas en formant une « alliance progressiste », mais en demandant le soutien des autres à son manifeste populaire, la classe dominante ne permettra pas sans résistance un changement de la direction de l'économie. Le peuple devra s'organiser pour priver les cercles dominants de leur pouvoir de priver le peuple de ce qui lui appartient de droit. Jeremy Corbyn a dit que le Parti travailliste proposera un discours alternatif au Discours de la Reine le 19 juin lorsque la Chambre des communes se réunira. La revendication du peuple pour un ordre du jour contre l'austérité et celle des cercles dominants qui réclament la suprématie des intérêts privés s'affrontent en Grande-Bretagne comme jamais auparavant depuis que l'ordre du jour d'austérité a été imposé dans les années Thatcher et le New Labour est devenu son champion sous Tony Blair. Les travailleurs doivent faire le bilan de cette expérience pour que leur lutte pour décider eux-mêmes de leurs affaires reste entre leurs mains.

Notre sécurité est dans la lutte pour les droits de tous ! C'est le temps d'intensifier notre travail pour le renouveau du processus politique et d'exiger la reconnaissance des droits de tous !

***Notre sécurité est dans la lutte pour les droits de tous!
C'est le temps maintenant d'intensifier le travail pour le renouveau politique***



Qui gouverne la Grande-Bretagne?

Certains comparent la débâcle du Parti conservateur aux dernières élections générales de 1974 lorsqu'en février cette année-là Edward Heath avait gagné une faible majorité sans pouvoir former un gouvernement. Heath avait posé sa désormais célèbre question : « Qui gouverne la Grande-Bretagne ? » et la réponse avait été retentissante : ce n'était pas lui. À cette époque les mineurs constituaient une puissante force organisée et la lutte des mineurs pour la reconnaissance de leurs droits avait forcé une autre élection tenue en octobre 1974. Harold Wilson du Parti travailliste était sorti vainqueur de cette élection et avait formé un gouvernement majoritaire. Ainsi, à la lumière de cet exemple certains prédisent qu'une autre élection aura lieu cette année et qu'on peut s'attendre à ce que le Parti travailliste fasse des gains et forme un gouvernement majoritaire.

Évidemment, le problème avec ce scénario est que les conditions de 2017 ne sont pas du tout celles de 1974, quand l'économie keynésienne était en crise et que l'État providence commençait à s'effondrer. Aujourd'hui rien n'est prévisible puisque les forces en présence et les intérêts privés ne sont plus ce qu'ils étaient. Le défi qui se pose pour la classe ouvrière est de devenir une force politique organisée à part entière. Cela nécessite de nouvelles organisations de base qui élaborent la politique indépendante de la classe et qui mobilisent la classe ouvrière pour réaliser cette politique indépendante. La classe ouvrière ne peut pas se permettre de simplement céder le pouvoir à des représentants qu'elle ne choisit même pas et sur lesquels elle n'exerce aucun contrôle. Nous n'avons qu'à regarder les députés travaillistes qui se sont révoltés contre Corbyn. De qui ont-ils obtenu leur mandat ? Comment ont-ils été réprimandés ? Qui décide ?

Aujourd'hui la classe ouvrière sait très bien qui domine : c'est l'oligarchie financière. La question est plutôt qui décide de qui gouverne ? Et le défi qui se pose à la classe ouvrière est de priver l'oligarchie financière du pouvoir de la priver de ce qui lui appartient de droit, y compris le droit des travailleurs de se gouverner eux-mêmes et d'exercer un contrôle sur les décisions qui affectent leurs vies. Pour y arriver, les travailleurs doivent remplacer les partis politiques qui les divisent sur une base sectaire par des organisations politiques de base dont le rôle ne se limite pas à remplir un bulletin de vote pour céder le pouvoir aux autres mais à avoir en main le pouvoir de choisir des candidats et de contrôler l'ordre du jour.

Les travailleurs doivent s'organiser pour discuter des résultats des élections. Ils doivent placer leurs propres droits aux commandes de la discussion comme point de départ de leurs analyses et de leurs plans d'action, et non les analyses provenant des cercles dominants et de leurs médias. C'est ce que doivent faire les travailleurs pour se préparer aux luttes à venir.



La question irlandaise

Le gouvernement britannique négocie présentement avec le Parti unioniste démocratique (DUP) dans le but de former une majorité au parlement britannique et former le gouvernement. Cependant, le dirigeant du Sinn Féin, Gerry Adams, a mis les pendules à l'heure. Pour lui, il n'y a rien à négocier avec le DUP. L'approche du gouvernement britannique aux pourparlers dans le nord de l'Irlande est intéressée et n'a rien de neutre ni d'impartial, a fait valoir le dirigeant du Sinn

Féin. Il a expliqué de façon claire que les institutions politiques doivent être établies sur la base des conditions acceptées et contenues dans l'Accord du Vendredi saint et que rien de moins ne sera accepté.

Le Sinn Féin a remporté sept sièges aux élections mais refuse de siéger parce qu'il ne reconnaît pas le pouvoir britannique sur le nord de l'Irlande et refuse de prêter allégeance à la reine.

Au lendemain des élections, Gerry Adams a commenté les résultats de la campagne électorale de Westminster :

« Toutes mes félicitations à Michelle O'Neill et à notre équipe du nord, y compris chacun de nos candidats et leurs familles pour leurs formidables résultats dans ces élections. Nous avons augmenté nos votes dans chaque circonscription. « Il s'agit d'un véritable effort national du Sinn Féin et je tiens à remercier tous nos activistes qui ont voyagé de différentes régions de l'île pour venir assurer ce résultat historique pour notre parti.

« Le Sinn Féin respecte le mandat que nous avons obtenu ainsi que l'électorat qui a voté si abondamment.

« Les nationalistes et les républicains ont tourné le dos à Westminster et acceptent que ce centre de gravité politique se trouve maintenant dans l'île de l'Irlande.

« Le Taoiseach et le DUP doivent concentrer leurs efforts sur la restauration des institutions politiques.

« Theresa May a demandé un mandat pour le Brexit, l'austérité et l'érosion des droits humains et elle a eu sa réponse.

« Le gouvernement irlandais doit saisir l'initiative et exiger un statut spécial pour le Nord dans le contexte des négociations du Brexit. »

Plus tard Adams a dit : « Il s'agit d'élections très réussies pour le Sinn Féin.

« Nous sommes ici aujourd'hui à la recherche d'une entente qui permettrait de rétablir l'Exécutif et les institutions en fonction de l'égalité, du respect et des droits de tous. Ceci peut et doit être fait en mettant en oeuvre les ententes déjà conclues.

« Le gouvernement britannique n'est pas neutre ni impartial. Son approche aux pourparlers est complètement intéressée.

« Toute entente avec le DUP et les conservateurs ne bénéficiera pas au peuple du nord, à notre économie, à nos services publics ni à obtenir un statut spécial pour le nord au sein de l'Union européenne.

« Il est nécessaire que les partis progressistes travaillent ensemble.

« Nous avons besoin d'un solide contrepoids au Parti conservateur et au DUP. »



Gerry Adams et les candidats du Sinn Féin s'adressent à la presse suite à l'élection.

Au sujet des commentaires d'Enda Kenny, le Taoiseach (premier ministre) de la République de l'Irlande, suite à sa conversation avec Theresa May après les élections, Adams a appelé le gouvernement irlandais et le nouveau Taoiseach à « affirmer leur rôle et à protéger l'Accord du Vendredi saint ainsi que les autres ententes ».

« Le Taoiseach a raison d'exprimer des préoccupations au sujet de toute entente entre le DUP et le Parti conservateur. Le point de vue du Sinn Féin est qu'une telle entente ne saurait être dans les meilleurs intérêts du peuple d'Irlande et en particulier du nord, toutes allégeances politiques confondues.

« Le problème dans la position du Taoiseach est son refus de reconnaître que le gouvernement britannique n'a jamais été impartial ni objectif dans sa relation avec l'Irlande.

« Le Sinn Féin n'a jamais reconnu que le gouvernement britannique est impartial ou neutre.

« Les arrangements pour restaurer les institutions politiques n'ont pas besoin de se prolonger. Les problèmes sont bien connus, ils sont enracinés dans les ententes existantes et il en relève au DUP de cesser son opposition à la mise en oeuvre des questions touchant aux droits, lesquelles sont au coeur des difficultés que nous connaissons présentement.

« La période de règne conservateur ininterrompu depuis 2010 a été une source constante d'instabilité pour le processus politique.

« La nature partisane et pro-unioniste du gouvernement britannique a contribué directement à la profonde crise politique actuelle dans le nord.

« Si le DUP ne se donne pas comme priorité de restaurer les institutions et décide plutôt d'être réduit à appuyer une minorité dysfonctionnelle au gouvernement de Londres, alors les partis devraient envisager d'inviter un président indépendant pour superviser les procédures.

« Le Sinn Féin a soulevé cette éventualité au début du processus de pourparlers il y a déjà plusieurs mois. »

Pour Gerry Adams il est clair que le Sinn Féin « continuera d'insister sur un retour rapide aux institutions tout en ayant à l'oeil les machinations à Londres ».

« Un aspect positif de ces élections est que les médias britanniques ont parlé de la politique et de l'histoire du DUP et ont ainsi contribué de façon positive quoique tardive à l'éducation du peuple britannique », a ajouté Adams.

(Workers' Weekly, 14 juin 2017. Traduit de l'anglais par LML)



47e Assemblée générale de l'Organisation des États Américains

Les pays d'Amérique latine et des Caraïbes se préparent à contrer les manoeuvres interventionnistes

La 47e session ordinaire de l'Assemblée générale de l'Organisation des États Américains (OEA) aura lieu du 19 au 21 juin à Cancun au Mexique sous le thème : « Renforcement du dialogue et de la concertation au service de la prospérité ». Elle devait se tenir à Mexico mais le lieu a été changé le mois dernier par le gouvernement hôte « pour des raisons logistiques ». Un journal local, le

Yucatan Times, a rapporté que la raison principale du changement de dernière minute de l'emplacement en était une de sécurité du fait que le 26 avril, un groupe de travailleurs agricoles est entré dans le palais législatif de Saint Lazarus qui abrite la Chambre des députés du Mexique et l'a occupé pendant au moins 3 heures pendant lesquelles personne n'a pu entrer dans l'édifice ou en sortir. [1]



Marche à Mexico le 16 juin 2017. La bannière dit: Non à l'impérialisme étasunien en Amérique latine et dans les Caraïbes - Luis Almagro Persona Non Grata au Mexique - Ça suffit, le cynisme de Luis Videgaray!

C'est probablement la possibilité de manifestations de masse dans la capitale contre l'OEA et le rôle servile joué par le Mexique face au projet américain de changement de régime au Venezuela qui a inquiété le gouvernement déjà profondément impopulaire d'Enrique Peña Nieto et provoqué le changement de lieu. Cancun, un centre de tourisme dans la péninsule du Yucatan au Mexique, est moins accessible que la ville de Mexico et les manifestations peuvent y être plus facilement contenues par la police.

Le Mexique a annoncé le rôle qu'il jouerait à l'Assemblée générale de l'OÉA peu de temps après la réunion des ministres des Affaires étrangères de l'OÉA le 31 mai à Washington, soit celui « d'examiner la situation au Venezuela » qui n'a pas donné les résultats voulus par les États-Unis, le Canada et le Mexique. Lors de cette réunion, les 14 membres de la Communauté caribéenne (CARICOM) et les pays appartenant à l'Alliance bolivarienne pour les peuples de notre Amérique (ALBA) ont refusé d'adopter une déclaration interventionniste proposée par les États-Unis, le Canada, le Mexique et deux autres États membres. Dans un communiqué, le ministère des Affaires étrangères du Mexique a déclaré qu'il continuerait à faire pression pour que la résolution soit adoptée à l'Assemblée générale en exprimant sa « préoccupation » face à une série d'allégations fallacieuses contre le Venezuela qui sont essentiellement identiques à l'opinion mise de l'avant par le ministre des Affaires étrangères du Mexique Luis Videgaray que le Venezuela « a cessé d'être une démocratie fonctionnelle ». [2]



La bannière déclare la réunion de l'OÉA « close »

La réunion de Cancun, comme l'Assemblée générale de l'OÉA l'an dernier tenue à Saint-Domingue en République dominicaine, va être un forum pour les forces qui soutiennent la souveraineté et le droit à l'autodétermination du Venezuela pour lutter contre la minorité dirigée par les États-Unis

qui se donne le droit de s'ingérer dans les affaires du Venezuela. Les États-Unis vont chercher à intimider les autres pour qu'ils appuient leur sale plan contre le projet bolivarien du peuple Vénézuélien commencé en 1999 sous le président Hugo Chavez.



« Ça suffit, l'interventionnisme de l'OEA en Amérique latine et dans les Caraïbes », Mexico, le 16 juin 2017

Cela est conforme à la façon dont les États-Unis ont utilisé l'OEA depuis sa fondation en 1947 en tant qu'instrument pour faciliter leur domination de l'Amérique latine et des Caraïbes par des invasions militaires, des occupations, des coups d'État militaires et électoraux pour le changement de régime, le chantage économique et plus encore.

En prévision de la réunion de Cancun, le Secrétaire général de l'OEA, Luis Almagro, a intensifié sa campagne personnelle contre le Venezuela, utilisant le site Web et les comptes des réseaux sociaux de l'organisation. Sans aucune autorisation des membres de l'OEA auxquels il est censé rendre compte, il a publié des vidéos de lui-même lançant des accusations folles et sans fondement contre le président Vénézuélien Nicolás Maduro, des ministres du gouvernement et d'autres membres de la direction du pays. Bien qu'il ait donné le feu vert aux forces violentes de l'opposition qui sèment la mort et la destruction dans les rues, les efforts d'Almagro pour briser l'opposition à l'ingérence de l'OEA dans les affaires du Venezuela, telle qu'exprimée par les États membres lors de la réunion du 31 mai, ne seront pas facilement couronnés de succès. Almagro a été nommé pour un mandat de cinq ans en mai 2015. Il a été fortement critiqué par les États membres de l'OEA pour avoir utilisé le bureau du Secrétaire général afin de promouvoir l'ingérence étrangère et le changement de régime au Venezuela. Le Premier ministre de Trinité-et-Tobago, Keith Rowley, a appelé le 31 mai Almagro à démissionner. « Trinité-et-Tobago a enregistré une forte objection au comportement de la direction de l'OEA. Les



« Non à l'interventionnisme impérialiste déguisé en démocratie »

fonctionnaires de l'OEA ont pris sur eux de traiter le gouvernement du Venezuela, le président en fait, de manière très dérogatoire », a déclaré Rowley. « En raison du comportement de la direction de l'OÉA, l'OÉA s'est maintenant retirée de toute participation significative. Et, en fait, elle a abaissé son rôle à celui d'attaques partisans et menace d'avoir le même effet sur CARICOM », a averti Rowley.

Le 14 juin, on a annoncé que la réunion de consultation des ministres des Affaires étrangères « pour examiner la situation au Venezuela » sera reconvoquée à 14 heures le lundi 19 juin. La réunion avait été convoquée au siège de l'OEA à Washington, DC, le 31 mai, mais elle a été suspendue sans qu'un vote ait été pris ou un consensus atteint sur deux projets de déclaration très différents sur le Venezuela qui étaient à l'étude.

Les séances plénières de l'Assemblée générale de l'OEA doivent se tenir les 20 et 21 juin. Les plénières de l'année dernière ont été la scène de luttes intenses entre ceux qui demandent une intervention étrangère au Venezuela et ceux qui s'y opposent et dont la position a prévalu à la fin. Dans un communiqué publié à la fin de la réunion de 2016 à Saint-Domingue, les États membres de l'OEA ont exprimé leur soutien massif au dialogue entre le gouvernement vénézuélien et l'opposition. Ils ont aussi rejeté une tentative d'adopter des sanctions contre ce pays.

En plus des délégations de chacun des 34 États membres [1], 72 observateurs permanents ainsi que des invités spéciaux et des représentants de la société civile ont été invités à assister à la réunion.

Notes

1. À l'origine composée de 35 États membres, l'OÉA a suspendu Cuba en 1962 sur une base anticomuniste. Bien que la suspension ait été levée en 2009, Cuba a indiqué qu'elle n'avait aucun intérêt à revenir à l'OEA. Le Venezuela est présentement inclus dans les 34 États membres, mais il est en train de se retirer de l'organisation. On peut consulter la liste des invités [ici](#)

2. Lire: « [La manigance impérialiste est éventée à l'Organisation des États américains](#) », LML 3 juin 2017



Lisez *Le Marxiste-Léniniste*
Site web: www.pccml.ca Courriel: redaction@cpcml.ca